



Procédure : 25095

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION PHASE CANDIDATURE

Acheteur

Collectivité Européenne d'Alsace

Adresse : Hôtel du Département, 100 Avenue d'Alsace, 68000 COLMAR

Direction opérationnelle / Service acheteur : Direction des Bâtiments, de l'Immobilier et
des Moyens Généraux / Service Grands Projets Sud

Objet de la consultation

**Marché de maître d'œuvre - Opération de restructuration
du collège Robert Beltz à SOULTZ**

Date limite de remise des candidatures

Date : Mardi 17/06/2025

Heure : 12H00

Offres à déposer exclusivement par voie dématérialisée sur la plateforme :

[Alsace Marchés Publics](#)

Sommaire

1.Objet du marché	3
1.1Nature et consistance de l'ouvrage / Planning prévisionnel	3
1.2Contenu de la mission confiée à l'attributaire	4
1.3Forme du marché	5
1.4Durée du marché / délais d'exécution	5
2.Organisation de la consultation	5
2.1Procédure de passation	5
2.2Dispositions relatives aux groupements.....	6
2.3Compétences requises	6
2.4Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	7
2.5Modification de détail au dossier de consultation	7
2.6Délai de validité des offres	7
2.7Visite des lieux d'exécution du marché.....	7
3.Contenu du dossier de consultation	7
4.Retrait du dossier de consultation	7
5.Présentation des candidatures.....	8
5.1Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :	8
5.2Critères de sélection des candidatures	11
5.3Jugement des offres	12
6.Conditions d'envoi et de remise des candidatures	12
7.Renseignements complémentaires	13
8.Procédures de recours	14

1. Objet du marché

1.1 Nature et consistance de l'ouvrage / Planning prévisionnel

1.1.1 Objet

Opération de restructuration du collège Robert BELTZ de SOULTZ Mission de maîtrise d'œuvre

1.1.2 Lieu d'exécution

Collège Robert Beltz
18 route de Jungholtz
68360 SOULTZ

1.1.3 Caractéristiques techniques :

La création du collège Robert Beltz de SOULTZ date de 1969. Il regroupe des bâtiments d'époques différentes, dont une importante extension construite en 1982. Sa dernière restructuration lourde date des années 2000.

Les objectifs de l'opération sont :

- une intervention importante sur le clos et couvert
- la rénovation complète des espaces intérieurs avec une redistribution des locaux sous forme de pôles fonctionnels
- l'aménagement de locaux inexistants : salle polyvalente, Lieu d'Art et de Culture, pôle agents
- la rénovation des installations techniques avec de fortes attentes en terme d'optimisation des performances énergétiques de l'établissement
- le désamiantage du site
- le réaménagement et la valorisation des espaces extérieurs incluant un projet paysager global

Surface de l'emprise du site : 15 200 m²

Surface des locaux à restructurer : 4 445 m²

1.1.4 Enveloppe prévisionnelle des travaux

Coût prévisionnel des travaux, compris aménagements extérieurs : 7 000 000 €HT

1.1.5 Planning prévisionnel

A ce stade de l'opération, la durée prévisionnelle du marché est estimée à 64 mois y compris l'année de parfait achèvement, selon le planning prévisionnel suivant :

- Septembre 2025 : Notification du marché de maîtrise d'œuvre
- Etudes de conception et choix des entreprises : Octobre 2025 à janvier 2027
- Lancement des travaux : Février 2027
- Achèvement des travaux : Novembre 2029
- Année de garantie de parfait achèvement : Décembre 2029 à décembre 2030

Les règles concernant la durée du marché seront définies dans l'acte d'engagement et ne pourront en aucun cas être changées.

1.2 Contenu de la mission confiée à l'attributaire

La consultation porte sur un marché de maîtrise d'œuvre en phases conception et réalisation. Les missions qui seront confiées au maître d'œuvre sont les suivantes :

Eléments de mission de base :

Missions	Désignation
DIA	Diagnostic des locaux existants
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Études de projet
EXE 1	Études d'exécution et de synthèse
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
EXE 2	Études d'exécution et de synthèse (finalisation postérieurement à la passation des marchés de travaux)
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires :

Missions	Désignation
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination
CSSI	Coordination SSI
TDS	Traitement de la signalétique
CEM	Détermination des coûts d'exploitation et de maintenance

-L'attention des candidats est attirée sur le fait que la mission de base intègre la réalisation de la Simulation Thermique Dynamique (STD)

-Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe I de l'arrêté du 22 mars 2019 détaillant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de

maîtrise d'œuvre.

Les prestations identiques à celles de la présente consultation pourront être attribuées au même titulaire selon un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

1.3 Forme du marché

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Le présent marché ne fait pas non plus l'objet d'un fractionnement en tranches ou bons de commande.

1.4 Durée du marché / délais d'exécution

La durée du marché, les délais et conditions d'exécution, les modalités de reconduction seront précisés à l'acte d'engagement.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure avec négociation en application des articles R.2124-1, R.2124-3, R.2161-12 à R.2161-20 et R.2172-1 et suivants du Code de la commande publique.

Elle est organisée en deux phases :

-1ère phase – Phase candidature : avis de marché, règlement de la consultation en phase candidatures et sélection des candidats (**3 candidats, sous réserve qu'un nombre suffisant de candidatures satisfaisant aux critères de sélection des candidatures ait été présenté**) par le Comité de sélection des candidatures interne

-2ème phase – Phase offres :

Envoi de l'invitation à soumissionner aux candidats sélectionnés par le comité de sélection des candidatures, accompagnée du dossier de consultation des maîtres d'oeuvre, puis analyse des offres initiales par le Comité précité.

Négociation portant sur les offres initiales des candidats admis à présenter une offre ;

Analyse des offres négociées, puis attribution du marché de maîtrise d'œuvre par la Commission d'Appel d'Offres

Il est précisé que le programme et le projet de marché seront remis aux seuls candidats sélectionnés qui seront invités à remettre une offre.

Pour mémoire, le présent règlement de la consultation ne concerne que la phase candidature.

2.2 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement. Si le marché est attribué à un groupement conjoint, celui-ci pourra se voir contraint d'assurer sa transformation en groupement solidaire après attribution du marché.

La justification de l'exigence de la forme de groupement après attribution est la suivante : groupement de maîtrise d'œuvre avec architecte mandataire.

Un architecte mandataire ne peut présenter qu'une candidature unique au sein d'un groupement et ne peut se présenter comme architecte cotraitant d'un autre groupement. Hormis le cas de l'architecte mandataire, il est possible de présenter des offres en qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice des dispositions de l'article L2141-13 du Code de la commande publique et conformément à l'article R2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de ce dernier, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

2.3 Compétences requises

Les candidats ont impérativement des compétences dans les domaines listés ci-dessous. Elles pourront être justifiées et présentées par la forme de leurs choix : cotraitance et/ou sous-traitance selon les possibilités précisées ci-dessous. L'architecte sera le mandataire du groupement.

Compétences	Cotraitance, emploi direct au sein de son cabinet	Sous- traitance autorisée
Architecte inscrit à l'ordre des architectes ou toute compétence équivalente pour les candidats non français	x	
BET structure	x	
Bureau d'études fluides et thermique (chauffage-ventilation / plomberie-sanitaire)	x	

Bureau d'études électricité (courant fort, courant faible)	x	
Bureau d'études VRD / Paysagiste	x	x
Coordination SSI	x	x
Economiste	x	
OPC	x	
Acousticien	x	x
Toute autre compétence jugée utile par le candidat pour le bon accomplissement de la mission	x	x

2.4 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

La proposition de variante (qu'elle soit libre ou imposée) n'est pas autorisée.
Il n'est pas prévu de PSE.

2.5 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 150 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

2.7 Visite des lieux d'exécution du marché

Sans objet à ce stade de la consultation.

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de concours – phase candidature,
- La fiche synoptique au format .xls
- La fiche de présentation des références ARCHITECTE au format .ppt
- La fiche de présentation de la référence BET THERMIQUE au format .ppt

Il comprend en outre, l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) disponible sur le site du BOAMP et du JOUE.

4. Retrait du dossier de consultation

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de candidature peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'acheteur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de candidature, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au dossier, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues,...).

5. Présentation des candidatures

La phase candidature permettra à l'acheteur de sélectionner les candidats admis à présenter une offre.

Les candidats et chaque membre de l'équipe auront à produire les pièces nécessaires à la sélection des candidatures définies dans l'avis de publicité, rédigées en langue française.

Les modalités de transmission des candidatures sont définies à l'article 6 du présent règlement de la consultation en phase candidature.

5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique / Justifications sociales et fiscales :

- DUME ou Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- DUME ou Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Redressement judiciaire : Le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.

5.1.2 Qualification et qualité de l'équipe candidate, qualité des références fournies :

-La fiche synoptique :

La fiche synoptique met en évidence pour l'architecte mandataire et les autres membres du groupement :

- Les moyens humains totaux de l'entreprise : effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Les moyens humains, matériels et informatiques affectés à la mission.
- Les capacités financières : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Deux références significatives : précisant l'intitulé de l'opération, le lieu, la mission exécutée, la surface de plancher, la date de livraison et le maître de l'ouvrage

La fiche synoptique est à compléter impérativement selon le modèle joint au format EXCEL et PDF

-La fiche de présentation des références ARCHITECTE : elle présente une sélection de 2 références en « image » ; document en format POWERPOINT et PDF à compléter impérativement selon modèle joint

- Il s'agit de 2 références de dimension et de complexité équivalente à celles du projet envisagé, parmi lesquelles (au choix) :
 - 1 référence de projet de restructuration (et d'extension) d'un bâtiment exclusivement dédié à l'enseignement
 - 1 référence de projet de restructuration (et d'extension) intégrant un programme de rénovation énergétique livré il y a moins de 5 ans, en précisant les cibles visées et le niveau de performance atteint
 - 1 référence de projet de restructuration (et d'extension) réalisé dans le cadre d'un marché public au budget travaux supérieur à 3 M€ HT, livré il y a moins de 5 ans (**= critère d'irrecevabilité en cas de non présentation d'une telle référence, voir encadré page suivante**)

Les références de projet de restructuration de bâtiments scolaires en site occupé, de type « opération tiroir » mettant en œuvre un phasage complexe seront appréciées

-La fiche de présentation d'une référence BE THERMIQUE : elle présente 1 référence en « image » au choix du bureau d'études parmi les deux présentées dans la fiche synoptique ; document en format POWERPOINT et PDF à compléter impérativement selon modèle joint

- Il s'agit d'une référence de dimension et de complexité équivalente à celles du projet envisagé, parmi lesquelles (au choix):
 - 1 référence de projet de restructuration (et d'extension) d'un bâtiment exclusivement dédié à l'enseignement
 - 1 référence de projet de restructuration (et d'extension) intégrant un programme de rénovation énergétique livré il y a moins de 5 ans, en précisant les cibles visées et le niveau de performance atteint
 - 1 référence de projet de restructuration (et d'extension) réalisé dans le cadre d'un marché public au budget travaux supérieur à 3 M€ HT, livré il y a moins de 5 ans (**= critère d'irrecevabilité en cas de non présentation d'une telle référence, voir encadré ci-dessous**)

Les références de projet de restructuration de bâtiments scolaires performants énergétiquement seront appréciées

-Une lettre de motivation : elle doit exprimer la motivation de l'équipe à répondre à ce projet sur une page format A4 recto maximum

-Pour l'architecte uniquement, l'attestation d'inscription à l'ordre des architectes ou toute autre compétence équivalente pour les candidats non français (compétence devant être détenue par le mandataire).

NOTA : La mise en page de la fiche synoptique et des fiches références ne devra pas être modifiée ; ces documents devront être remis impérativement aux formats .XLS .PPT et .PDF, selon indications ci-avant, de manière à ce qu'elle puisse être présentée de manière aisée lors de phase candidature.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un niveau minimum de capacité soit exigé:

- Références de l'architecte et du BE Thermique, du BE Electricité, de l'économiste et de l'OPC : au moins une référence de restructuration d'un bâtiment public réalisée il y a moins de 5 ans ou en cours, d'un montant de travaux supérieur à 3 Millions d'Euros HT
- Moyens humains du groupement : au moins 1 architecte et 1 collaborateur d'architecte pour le mandataire, 1 ingénieur et 1 technicien pour chacun des autres membres (hors acousticien)
- le chiffre d'affaire annuel de l'architecte mandataire (ou du cumul des chiffres d'affaires annuels respectifs des architectes cotraitants éventuels), du BE Thermique, du BE Electricité, de l'économiste et de l'OPC : devra être de plus de 200 000.00 € HT en moyenne sur les trois dernières années.

Les candidatures qui ne satisfont pas à ces exigences minimales seront éliminées.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le maître d'ouvrage peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://alsacemarchespublics.eu>.

Dispositif  :

Cette consultation est éligible au dispositif DUME (Document Unique de Marché Européen). Ainsi en déposant une offre par ce dispositif, les candidats ont la possibilité de compléter le DUME sur notre plateforme Alsace Marchés Publics.

Ainsi, le DUME pré-rempli sur la base du numéro SIRET permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales.
- Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DGFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le Profil d'Acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
- De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur l'onglet « Dépôts » ;
- Renseigner votre DUME en ligne ou fournir votre DUME en pièce libre au format .xml ;
- Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre ;
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider ».

5.2 Critères de sélection des candidatures

La sélection des candidats admis à présenter une offre se fera à partir de l'analyse du dossier portant sur les qualifications et qualités de l'équipe candidate ainsi que sur la qualité des références présentées.

Les candidats seront notés sur un total de 100 points selon les critères énumérés ci-dessous, accompagnés de la pondération correspondante :

CRITERE	PONDERATION
Compétences et moyens présentés par les candidats pour atteindre les objectifs de l'opération	40% de la note
Références telles que détaillées à l'article 5.1.2 du présent règlement de consultation/ phase candidature	50% de la note
Lettre de motivation Pertinence de la lettre de motivation à l'appréciation exclusive des membres du Comité de sélection des candidatures	10% de la note

5.3 Jugement des offres

Pour mémoire, les critères qui interviendront pour le jugement des offres dans la seconde phase de la procédure seront pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Prix : montant HT des honoraires	60 %
Valeur technique	40 %

Ces éléments seront précisés dans le règlement de la consultation en phase offres.

6. Conditions d'envoi et de remise des candidatures

La Collectivité Européenne d'Alsace préconise, pour les documents nécessitant une signature électronique, **le format PDF pour les documents et le format PADES pour la signature électronique**.

La transmission des documents par voie électronique est imposée. Elle se fait à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>.

Une **assistance** à l'utilisation de la plateforme est disponible du lundi au vendredi, de 09h à 12h et de 14h à 17h au **numéro unique** suivant : **03.69.49.39.10** ou par **mail** : **contact@alsacemarchespublics.eu**.

Il est interdit de transmettre des plis via un autre moyen électronique (courriel, plateforme de téléchargement...), dans ce cas, les plis seront détruits. De même, la transmission des

plis au format papier est interdite, hormis pour les copies de sauvegarde.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Si un nouveau dépôt électronique est effectué par le même candidat, celui-ci annule et remplace le précédent dépôt, il sera considéré comme une offre complète et doit contenir tous les éléments attendus.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

Adresse :

Collectivité européenne d'Alsace
Direction des Achats et de la Commande Publique
Guichet Unique de Réception des Plis
100 Avenue d'Alsace
BP 20351
68006 COLMAR Cedex

Horaires d'ouverture en cas de remise directe :

du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h30

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits dans l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 14 avril 2023.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure.

7. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>

Seules les demandes adressées au moins 10 jours ouvrés avant la date limite de réception des candidats feront l'objet d'une réponse de la part de l'acheteur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours ouvrés avant la date fixée pour la réception des candidatures aux candidats ayant téléchargé le dossier de candidature sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des candidatures dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures* du présent document.

8.Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix
BP 51038
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

La décision d'attribution peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée.

Elle peut également faire l'objet des recours suivants devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans les conditions prévues par les textes et la jurisprudence :

- Référé précontractuel jusqu'à la date de signature du marché par la personne publique (articles L551-1 et R.551-1 et suivants du code de justice administrative).
- Référé contractuel dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat, ou, en l'absence de publication d'un tel avis ou de la notification précitée, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L551-13 et R 551-7 et suivants du CJA).
- Recours pour excès de pouvoir (en cas de contestation des clauses réglementaires du contrat) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué en procédure formalisée (article R.421-1 du code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction ouvert à tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne n°358994).

Vous avez la possibilité de déposer votre requête :

- I Soit en mains propres à l'accueil de la juridiction ;
- II Soit par voie postale à l'adresse indiquée plus haut ;
- III Soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens (la procédure est détaillée sur le site internet dédié <https://www.telerecours.fr/particuliers-personnes-droit-prive/>) ».

Différends liés à l'exécution du marché de chacun des lots (article R.2197-1 du Code de la commande publique) l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional du Règlement Amiable des Litiges

Préfecture de Meurthe et Moselle

1 rue du Préfet Claude Erignac
54038 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 34 25 65

Télécopie : 03 83 34 22 24

Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://meurthe-et-moselle.gouv.fr>

ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à

jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.